

luttons politiques du mouvement ouvrier. Ceci implique que les luttons du mouvement syndical aient des perspectives politiques et s'inscrivent dans une stratégie révolutionnaire.

Pour cela le programme de transition n'a pas à être développé en bloc. Mais c'est aux militants révolutionnaires de savoir à chaque étape avancer les mots d'ordre correspondant au niveau de conscience des travailleurs.

La mise en œuvre d'une stratégie anticapitaliste doit nécessairement tenir compte de la situation du mouvement ouvrier et en particulier de ce qu'il reste encore sous l'emprise des directions réformistes et bureaucratiques.

L'explosion de mai a cependant apporté des modifications importantes dans le mouvement syndical.

## I) DANS LA C.G.T.

La situation dans cette confédération s'est trouvée modifiée par un élargissement incontestable des courants critiques de gauche à l'intérieur des syndicats, provoquant contre les « gauchistes » une répression de la part de la bureaucratie de cette centrale. Les courants critiques, malgré leur élargissement, ne constituent pas encore une force décisive contre la bureaucratie du fait de leur manque de cohésion ou, si l'on préfère, du fait du caractère très partiel des critiques formulées.

Parallèlement à l'élargissement des courants critiques depuis mai 1968, des fissures sont apparues au sein de la bureaucratie, notamment depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du pacte de Varsovie. Collaborant avec la fraction la plus acharnée à la répression, un courant libéral se manifeste qui joue principalement le rôle de modérateur au cours des affrontements entre la bureaucratie et les éléments critiques.

Mais la fissure entre courants répressifs et libéraux disparaît dès lors qu'il est question des perspectives générales des luttons ouvrières. Pour les deux courants de la bureaucratie, les luttons qu'ils organisent s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie politique électoraliste, telle qu'elle est contenue dans la stratégie de démocratie avancée formulée par la direction du P.C.F.

Il en découle, en ce qui concerne les luttons sociales du mouvement ouvrier, le refus, par les deux courants de la bureaucratie, d'envisager un affrontement nécessairement violent et décisif avec le régime. Au contraire, la bureaucratie de la C.G.T. n'envisage les luttons que comme un moyen de pression pour obtenir des négociations avec le C.N.P.F. et le gouvernement. Bien qu'elle se défende d'accepter la participation et l'intégration du mouvement ouvrier, la direction confédérale de la C.G.T. pratique ouvertement une politique de collaboration de classe (accord interprofessionnel sur la garantie de l'emploi) conduisant à l'intégration du mouvement ouvrier. Une situation contradictoire et conflictuelle apparaît au sein de la C.G.T. : le refus de l'intégration implique le développement des luttons, mais le développement